

Le Peuple démocratique

Al-Musawwar, 20 septembre 1940.

Nous sommes une nation démocratique, qui aime sa liberté et y tient jalousement. Et pourtant, un très grand nombre d'Égyptiens doutent qu'ils jouissent véritablement de la démocratie. Si donc les choses venaient à devenir graves, il serait parmi les plus grands dangers et les pires torts d'affronter les épreuves à venir avec des cœurs divisés et des consciences éloignées les unes des autres ; il nous appartient de concilier ces cœurs divisés, et de persuader toute conscience égyptienne que la démocratie égyptienne n'est pas, et ne doit jamais être, le privilège exclusif d'une fraction des Égyptiens à l'exclusion d'une autre, mais un bien commun partagé par tous les Égyptiens sans distinction.

Ce qui distingue avant tout la vie publique dans les nations démocratiques, c'est qu'elle n'est jamais imposée au peuple, mais émane de lui-même, et que le peuple n'y est ni conduit ni contraint, mais la recherche de son propre gré et par sa propre volonté.

Et c'est pour cette raison que les peuples démocratiques sont responsables de leurs propres actes, jouissant de leurs fruits comme ils supportent leurs maux ; car c'est eux-mêmes qui les ont voulus, et nul ne les leur a imposés, ni aucune tyrannie ni aucun despotisme ne les y a contraints.

Et c'est pour cette raison aussi qu'il est naturel de dire à un peuple démocratique, si sa vie venait à être mise en danger : venez, défendez-vous, préservez votre dignité, conservez votre liberté, et sacrifiez votre effort, vos biens et la vie de vos fils pour votre honneur et votre souveraineté.

Ces paroles, dites à un peuple démocratique, trouvent en lui le meilleur accueil et atteignent les profondeurs mêmes de sa conscience, le poussant à l'action, à la lutte, et à tout sacrifice que cette lutte peut exiger.

Et ces mêmes paroles, dites à un peuple démocratique, sont goûtées et comprises par lui, chaque mot y trouvant son sens clair et évident. Il ressent ce sens avec force dans chaque action que ses membres accomplissent, ensemble ou séparément, et dans chaque parole que ses membres prononcent, ensemble ou séparément également — car ils

observent, dans leur vie quotidienne, qu'ils se lèvent libres et vont libres, qu'ils parlent librement et agissent librement. Ils font ce qu'ils veulent, sans que rien ne les en détourne, sinon la loi elle-même, conçue pour convenir aux droits et à la liberté des individus et des communautés, et pour régler ces droits et cette liberté. Et ils s'abstiennent de ce dont ils veulent s'abstenir, n'y étant poussés par rien d'autre qu'eux-mêmes, sans qu'aucune puissance violente ou arbitraire ne le leur impose.

Chaque individu, dès lors, s'il se dresse pour défendre sa patrie, se défend d'abord lui-même, et ensuite sa patrie et ses concitoyens — à la différence des peuples qu'une puissance violente soumet et dont elle tient les affaires en main, les poussant vers ce qu'elle-même veut, non vers ce qu'ils veulent eux-mêmes, et les détournant de ce dont elle veut les détourner, même lorsqu'ils seraient eux-mêmes fortement enclins à s'y porter. Ces peuples-là sont menés à la guerre contre leur propre inclination, et s'y plongent avec répugnance et dégoût. La victoire, si elle leur est accordée, ne leur apporte aucune jouissance véritable, aucune saveur réelle, puisqu'elle est une victoire née non de leur propre volonté mais de la contrainte ; et si la défaite vient à les frapper, ils en avalent l'amertume doublée, puisqu'elle est une défaite née non d'une erreur qu'un peuple libre aurait lui-même commise, ni d'une négligence à laquelle un peuple se serait lui-même porté sans contrainte, mais née au contraire de l'arbitraire des despotes, de l'oppression des oppresseurs, et de la tyrannie de gouvernants sur des affaires où ils n'avaient aucun droit de se montrer tyranniques. De là nous observons que, lorsque les peuples démocratiques se plongent dans les profondeurs de la guerre, il est naturel qu'on leur montre tout ce qui concerne les affaires de la guerre, et que leurs chefs et leurs hommes d'État ne leur cachent rien, ni bien ni mal ; car ces chefs et ces hommes d'État ne portent pas seuls le fardeau d'une guerre qu'ils n'ont ni déclenchée ni monopolisée, mais le portent avec les autres fils du peuple, puisque c'est le peuple lui-même qui s'est engagé dans la guerre et qui les a chargés de la diriger et d'en régler les affaires. Ils rapportent au peuple les nouvelles de la guerre en hommes libres, dégagés de la responsabilité ultime, et n'attendent de lui que ce qu'attend un chef victorieux — encouragement et soutien — ou ce qu'attend un chef en faute — blâme et reproche.

Quant aux peuples auxquels la guerre est imposée contre leur gré, qui sont poussés au combat sans aucun désir de le faire, ils ne savent rien du véritable cours de la guerre, sinon ce que leurs chefs et leurs maîtres veulent bien leur dire, et ceux-ci ne leur disent que ce qu'ils veulent

eux-mêmes, et ne leur montrent que ce qu'ils souhaitent qu'ils voient, poursuivant en cela leur propre intérêt bien plus que l'intérêt du peuple, et se souciant bien davantage de s'épargner le blâme que d'éclairer le peuple sur ses propres affaires et de l'affronter avec la pure vérité.

Et je pense que les hommes ne peuvent manquer de remarquer la grande différence entre ce que M. Churchill dit au peuple britannique, ce que les ministres français disaient au peuple français avant la défaite, et ce que les chefs et les maîtres des Allemands et des Italiens disent au peuple allemand et au peuple italien. Les premiers parlent franchement à leur peuple des faits, l'avertissent du danger, lui montrent ses points faibles, et le guident vers ses sources de force ; ils fortifient l'espoir dans son âme, mais ne l'induisent pas en erreur ni ne le trompent sur ce que l'avenir inconnu peut lui réserver de motifs d'inquiétude, ni sur ce qui appelle à la prudence et à la précaution. Les seconds parent la guerre pour leur peuple et la lui font désirer, minimisent ses pertes, rabaissent son véritable coût tout en exagérant les perspectives de victoire, et outrent démesurément son importance. Les premiers ont besoin du soutien et des conseils du peuple, et ils lui disent donc franchement que ce soutien et ces conseils ne viennent que du désir, non de la crainte, de la volonté, non de la soumission et de l'obéissance passive. Les seconds ne veulent que l'obéissance et la soumission, et ils ne parlent donc jamais franchement, mais effraient et trompent seulement ; car l'obéissance et la soumission ne naissent que de la peur et de la crainte, jamais de la sécurité, de la confiance et de la conviction.

Telle est donc la condition de la guerre chez ces deux sortes de peuples : les uns combattent parce qu'ils ne trouvent aucune échappatoire à la guerre, et parce que leur honneur, leurs intérêts et leur souci de leur propre vie libre et indépendante les poussent à combattre. Les autres combattent eux aussi parce qu'ils ne trouvent aucune échappatoire à la guerre, mais parce que, s'ils ne combattaient pas, ils s'exposeraient, dans leur propre vie intérieure, à toutes sortes d'horreurs — si les armes de l'ennemi ne les tuent pas, les armes de leurs propres chefs et maîtres parmi leurs concitoyens le feront. Et il existe une troisième sorte de peuple, qui hésite entre ces deux-là, qui s'agite entre ces deux camps, possédant l'apparence extérieure de la liberté et les formes et les figures de la démocratie, mais dont, si vous examinez la condition véritable, vous ne trouverez la liberté que mots, et la démocratie qu'une espèce de comédie.

Si donc la guerre venait à frapper le territoire d'un tel peuple, il se trouverait exposé aux plus graves des dangers, et aux plus affreux également ; car son apparence extérieure le peint comme se dressant pour combattre pour sa liberté, sa dignité et sa vie indépendante, tandis que sa condition véritable se trouve on ne peut plus éloignée de cela — puisqu'il ne ressent pas sa propre liberté, ne trouve pas sa dignité assurée, et ne se fie pas à sa propre existence indépendante. Il combat sur ordre, et ne lutte que parce qu'on le pousse à lutter, alors même que les gens le croient combattre pour la défense de la patrie et la protection de ses droits. Et il est exposé à tout ce qui frappe celui qui entreprend de grandes actions sans croyance ni conviction, fort en apparence, faible en son intérieur — portée en avant pour ce que voit l'œil, mais hésitante pour ce que perçoit la raison et ce que ressent la conscience.

Ses chefs et ses maîtres lui disent : venez, défendez votre liberté ! Et sa langue dit : oui — mais son cœur dit : où est donc cette liberté que l'on me demande de défendre ? ! Ses chefs et ceux qui dirigent ses affaires lui disent : venez, tenez à votre dignité ! Et sa langue dit : oui — mais son cœur dit : je ne trouve en cette dignité aucun goût, aucune saveur, et s'il faut absolument tenir à la dignité, ce n'est pas cet ennemi étranger que je devrais d'abord combattre, mais plutôt mes propres chefs et dirigeants, à qui je devrais d'abord arracher cette dignité. Et ses chefs et ceux qui dirigent ses affaires lui disent : venez, défendez votre vie indépendante ! Et sa langue dit : oui — mais son cœur dit : j'aimerais être libre et indépendant dans mes rapports avec vous, pour pouvoir être libre et indépendant dans mes rapports avec les étrangers également. Jusqu'au jour où, les choses devenant graves et l'horreur approchant, vous voyez de tels gens avancer sans confiance, lutter sans croire à la lutte, exposés à tout ce qui frappe ceux qui ne croient pas — à l'échec et à la faiblesse, à l'effondrement et au désistement, puis à la soumission et à la capitulation.

Quant aux peuples qui se soumettent ouvertement et clairement à une puissance tyrannique, ils peuvent trouver dans cette soumission une espèce de croyance répugnante, indigne de la noble humanité, mais qui néanmoins les satisfait et les pousse à l'action et à une résolution de se sacrifier dans la lutte. Quelque chose de cela s'est en effet manifesté dans cette guerre ; car les Français ont vu, chez leurs ennemis lors de la bataille de France, une chose véritablement étonnante : ils ont vu des milliers d'hommes, des centaines de milliers même, se précipiter avidement vers la mort, y tombant comme les papillons tombent dans le

feu, insoucieux du mal et ne reculant jamais devant le danger, tout en ne prononçant qu'un seul mot — le nom de leur chef tyran allemand.

Et les peuples peuvent croire à l'erreur et se dépenser tout entiers pour sa cause — mais le pire des maux, le pire de tous, est que des peuples ne croient ni à l'erreur ni à la vérité, se tenant au contraire perplexes et hésitants entre les deux, ne trouvant dans leur propre croyance et dans la conviction de leur propre conscience rien qui les pousse vers l'un ou vers l'autre.

Voilà donc le plus grave des dangers qui soit, et le pire des maux qui soit ; car on ne saurait demander à l'individu de sacrifier sa vie ou de verser son sang, sinon lorsque cela constitue le chemin vers un idéal élevé, une voie vers l'accomplissement d'un espoir cher à l'âme et aimé du cœur, pour lequel le sacrifice des vies et le versement du sang deviennent une chose légère à supporter.

Que devons-nous donc faire, à présent que les signes avant-coureurs de la guerre ont commencé à nous crier de toutes parts, que les dangers de la guerre ont commencé à nous presser de tous côtés, et qu'il est devenu l'une des choses les plus probables et les plus envisageables que nous soyons brûlés par son feu, que nous le voulions ou non ? Je pense que la réponse à cette question est aisée, qu'elle ne demande aucune longue réflexion, et qu'elle est proche. Nous sommes, sans aucun doute, une nation démocratique ; nous avons déployé des efforts considérables pour la démocratie, porté pour elle de lourdes charges, et sacrifié pour elle bien des choses. Et si l'on nous donnait à choisir entre la démocratie et tout autre système de gouvernement, nous n'hésiterions pas dans notre choix — car nous l'avons fait depuis longtemps déjà.

Nous sommes donc une nation démocratique, qui aime sa liberté et y tient jalousement, qui préfère sa dignité et s'y accroche, quel qu'en soit le prix en peine et en labeur ; et je ne doute pas un instant que, si notre démocratie venait à être exposée au danger ou à la menace qui lui vient de l'étranger, nous redoublerions nos efforts sans hésiter et pousserions notre sacrifice jusqu'à l'extrême limite, pour repousser l'agression contre cette démocratie et la préserver de sa perte.

Tout cela est vrai, sans aucun doute — mais il existe une autre vérité tout aussi certaine, à savoir qu'un très grand nombre d'Égyptiens doutent qu'ils jouissent véritablement de cette démocratie, et leur cœur ne trouve aucune assurance qu'ils reçoivent bien leur juste part de ses bienfaits ; et certains peuvent croire que la démocratie égyptienne est ouverte à une

fraction des Égyptiens tandis qu'elle est interdite à une autre. Si donc les choses venaient à devenir graves et l'horreur à approcher, il serait parmi les plus grands dangers et les pires torts d'affronter les épreuves à venir avec des cœurs divisés, des consciences éloignées les unes des autres, et une croyance dans l'idéal élevé qu'on nous demande de défendre qui ne serait ni partagée ni égale entre nous.

S'il existe donc un devoir que nous devons accomplir avant que le danger ne nous saisisse de toutes les régions de notre pays, c'est celui-ci : concilier ces cœurs divisés, harmoniser ces passions divergentes, et persuader toute conscience égyptienne que la démocratie égyptienne n'est pas un jeu mais la plus sérieuse des choses sérieuses ; que la démocratie égyptienne n'est pas, et ne doit jamais être, le privilège exclusif d'une fraction des Égyptiens à l'exclusion d'une autre, mais un bien commun partagé par tous les Égyptiens sans distinction ; que la justice politique et sociale n'est pas un arbre à l'ombre duquel les uns pourraient s'abriter sans les autres, mais un arbre béni dont la racine est ferme et dont la ramure atteint le ciel, abritant tous les Égyptiens sans distinction — et peut-être capable d'abriter aussi les non-Égyptiens ; et que les droits politiques et sociaux que la constitution égyptienne reconnaît aux Égyptiens ne sont pas accordés aux uns et refusés aux autres, de même que les devoirs politiques et sociaux qu'elle impose ne sont pas imposés aux uns et épargnés aux autres, de même que les devoirs qu'exigera la guerre, si nous y sommes contraints, ne seront jamais imposés aux uns et épargnés aux autres.

Vous pourriez me demander : quel est le moyen de réaliser cette unité et de répandre cette croyance commune parmi tous les Égyptiens ? Ma réponse à cela est simple : cette question ne devrait pas m'être adressée à moi, mais plutôt à ceux qui ont la charge des affaires de la politique égyptienne, et qui y consacrent tout le temps et tout l'effort dont ils disposent.